

- [Accès ENT](#)
- [Annuaire](#)
- [Connexion](#)



[Droits International, Comparé et Européen / DICE](#)

UMR 7318

[Accueil](#)

[PRESENTATION](#)

[Formation](#)

[Recherche](#)

[Manifestations](#)

[Publications](#)

[Contact](#)

## La Parole à ....



**Manuel CERVERA-MARZAL**

- **Manuel Cervera Marzal, vous êtes docteur en science politique, en post-doctorat au sein du laboratoire DICE, vous vous intéressez dans vos recherches à la question sociale et aux mouvements libertaires et autonomes. Vous avez été sans doute été saisi, comme nous tous, par les « gilets jaunes ». Pouvez-vous nous expliquer avec le recul de ces derniers mois, quelles sont les caractéristiques de ce mouvement ?**

Cette mobilisation est inédite à plusieurs égards. D'abord, en raison du répertoire d'actions mis en œuvre. En France, traditionnellement, les mouvements contestataires ont recours à la manifestation et/ou à la grève. Or, si les gilets jaunes ont appelé à la grève le 5 février et ont organisé quelques manifestations (mais des manifestations sans autorisation préfectorale, sans cortège et sans service d'ordre), leur principal mode d'action, à savoir l'occupation de ronds points, est inédit. Au XXe siècle, les ouvriers occupaient les usines et les étudiants occupaient leurs universités. Mais les usines ont fermé et ont été délocalisées, et les présidents d'université s'empressent désormais de faire intervenir la police pour empêcher les assemblées étudiantes. Il ne reste plus beaucoup d'espaces « occupables », où se retrouver et s'organiser, à l'exception des places publiques, comme l'a fait Nuit debout, et des ronds points, comme on le voit aujourd'hui. La seconde caractéristique singulière de ce mouvement réside dans sa composition sociologique. La majorité des porteurs de chasuble sont issus des classes populaires et des classes moyennes inférieures, avec autant d'hommes que de femmes. C'est une surprise pour les sociologues, qui constatent depuis trois décennies que ces catégories ont déserté l'action collective (et les isolements) pour se réfugier dans une sorte d'apathie politique. Enfin, la troisième singularité de ce mouvement réside dans son flou idéologique, son indétermination politique. Tout le monde se demande si les gilets jaunes viennent d'en bas à *droite* ou d'en bas à *gauche* de la société française, et s'ils vont faire le jeu du Rassemblement national ou de la France insoumise. Beaucoup d'enquêtes sociologiques et de reportages journalistiques ont été réalisés depuis le 17 novembre mais, à mes yeux, ils ne permettent pas de trancher cette question. La situation est plus ouverte que jamais, nous sommes dans une conjoncture fluide, qui peut déboucher sur un résultat mortifère ou sur une régénération démocratique. Cette incertitude est propre aux périodes de crise.

- **Pouvait-on s'attendre à ce type d'évènement ?**

Oui et non. Oui car la situation française était explosive, sur deux plans. Sur le plan socio-économique, l'ONG Oxfam documente chaque année la hausse des inégalités, la concentration accrue des richesses, et les enquêtes d'opinion du CEVIPOF montrent que les Français.e.s ont conscience de ce phénomène de sécession des riches, et qu'ils s'en offusquent. Sur le plan politique aussi, la situation était tendue : hausse structurelle de l'abstention, désaffection à l'égard des partis, méfiance envers les hommes politiques. On englobe généralement ces phénomènes sous le nom de « crise de la représentation » ; une expression dont je me méfie car une crise est par nature conjoncturelle, brève ; or, quand on prend un peu de recul historique, on s'aperçoit que le thème de la « crise de la représentation » est aussi vieux que les régimes représentatifs eux-mêmes (progressivement mis en place à partir du XVIIIe siècle). La césure entre représentants et représentés a toujours existé, mais elle s'est accentuée depuis un quart de siècle, avec par exemple la disparition totale des ouvriers sur les rangs de l'Assemblée nationale. Ces différents éléments font qu'on pouvait raisonnablement s'attendre à un mouvement comme les gilets jaunes – qui met frontalement en cause toutes les médiations politiques, mais aussi les médiations syndicales et journalistiques.

Pourtant, j'ai été extrêmement surpris par l'avènement de cette révolte, et je n'ai pas été le seul. Je voudrais attirer l'attention sur un point décisif : les raisons qu'on énumère pour expliquer cette révolte sont les mêmes qu'on invoquait pour expliquer l'absence de révolte. « La précarité fait que les gens n'ont pas le temps ni l'énergie pour se lancer dans une action collective ». Et voilà qu'on se met soudainement à raconter que ce sont les fins de mois difficiles (« ces Français qui vivent à l'euro prêt », comme le disent *Envoyé spécial* et *Capital*) qui expliquent le soulèvement.

- **En France la démocratie est fondée sur la représentation. Est-ce que selon vous une minorité de citoyens même mobilisée, soutenue par l'opinion publique, peut se substituer à une majorité élue par les urnes ? Ce mouvement peut-il aboutir à des formes de décisions nouvelles privilégiant l'horizontalité et la démocratie participative et délibérative ?**

Je fais partie de ceux qui pensent que la représentation politique est un phénomène fondamentalement anti-démocratique. Ce n'est d'ailleurs pas moi qui le dit, mais ceux-là mêmes qui instaurèrent la représentation politique en France au XIXe siècle. Les pères fondateurs des régimes représentatifs – Guizot, Constant, Tocqueville, etc. – écrivaient noir sur blanc qu'il fallait à tout prix éviter l'instauration d'une démocratie. Ils assimilaient la démocratie à la tyrannie de la majorité, à la revanche des classes laborieuses, à l'incompétence et la versatilité des masses. Pour parer à ces risques, ils firent le choix d'instaurer un régime aristocratique, grâce à des mécanismes destinés à éviter que le peuple exerce directement le pouvoir : l'élection, la représentation, mais aussi le suffrage censitaire, le refus de la révocation et des mandats impératifs.

Pour comprendre les gilets jaunes, qui est un mouvement qui vient de loin (de plus loin que les inégalités creusées par quatre décennies de néolibéralisme), il faut faire ce détour historique par le XIXe siècle. Car que disent aujourd'hui les gilets jaunes en revendiquant le RIC, la suppression des privilèges des élus, et en s'auto-organisant sur les ronds points ? Une chose simple : nous ne sommes pas dupes, nous savons que ce régime n'a de démocratie que le nom. Ils reprennent une vieille idée de Rousseau, consciemment ou non, à savoir que la vraie démocratie ne consiste pas à glisser un bulletin dans une urne une fois tous les cinq ans. On assiste donc à un conflit de légitimités entre un Président qui fait valoir l'onction des urnes et des gilets jaunes qui se présentent comme le peuple en action. La logique de l'élection est percutée par une logique d'auto-organisation. Mais, pour que le panorama soit complet, il ne faut pas oublier une troisième logique, moins visible mais ô combien plus dangereuse que les deux premières : la logique de l'incarnation. Car, ce n'est pas à exclure, cette crise pourrait déboucher à moyen terme sur la prise de pouvoir d'un homme (ou d'une femme) providentiel qui prétendrait réconcilier la nation, l'incarner, et qui pour ce faire concentrerait entre ses mains la plupart des pouvoirs, dans une logique autoritaire dont les prémisses se font déjà sentir.

- **Est-ce qu'il est possible de distinguer parmi les revendications affichées celles qui seraient légitimes de celles qui ne le seraient pas ?**

Né d'une revendication très ponctuelle (le refus de la hausse de la taxe carbone sur le diesel), le mouvement des gilets jaunes a rapidement donné lieu à une pléthore de revendications, à tel point que, durant le premier mois, il était difficile de s'y retrouver. « Mais que veulent-ils ? » J'imagine combien cette question a dû tracasser le gouvernement. Puis, à partir de mi-décembre, les gilets jaunes ont compris que, s'ils voulaient avancer et obtenir des victoires, il fallait structurer leur discours, réduire le nombre de revendications, ou en tout cas les ordonner, les hiérarchiser. Ils ont fait cela de différentes manières : localement, plusieurs collectifs ont débattu puis voté pour déterminer une liste de priorités. Sur les groupes Facebook les plus suivis, les administrateurs de ces pages ont demandé à leurs compagnons de voter (grâce à des mentions « j'aime ») pour leurs revendications prioritaires. Enfin, des

sociologues de Bordeaux et de Grenoble ont distribué plusieurs centaines de questionnaires lors des « actes » du samedi et ont publié les résultats.

Il en ressort, si je résume, que trois revendications se détachent : l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne, le rétablissement de l'impôt sur la fortune et la hausse du SMIC. La signification de ces revendications est assez limpide : redistribuer le pouvoir (en le transférant des gouvernants aux gouvernés) et redistribuer les richesses (en prenant aux riches pour donner aux pauvres). De manière intéressante, les revendications identitaires et nationalistes sont arrivées en fin de liste, approuvées par 2 à 8% seulement des gilets jaunes. Contrairement à ce qui a été parfois entendu, les gilets jaunes ne sont donc pas un ramassis de xénophobes. Cependant, pour conclure et nuancer sur ce point, il faut faire une différence entre les gilets jaunes (c'est-à-dire celles et ceux qui sont allés au moins une fois sur un rond point ou à une manifestation du samedi) et les soutiens des gilets jaunes (c'est-à-dire environ 70% des Français.e.s). Car les enquêtes d'opinion réalisées auprès des *soutiens* des gilets jaunes montrent que ceux-ci sont plus hostiles à l'immigration et à l'Islam que la moyenne des Français. Les enquêtes réalisées auprès des gilets jaunes eux-mêmes montrent qu'ils sont moins hostiles à l'immigration et à l'Islam que la moyenne des Français. En tant que sociologue, je vois là un vrai paradoxe à creuser.

- **Quelles sont les conséquences de l'utilisation massive des réseaux sociaux sur la prise de paroles de ces citoyens ? Est-ce selon vous une des spécificités de ce mouvement ?**

Un réseau social, en l'occurrence Facebook, joue un rôle central. De nombreux groupes de gilets jaunes se sont constitués sur ce réseau. Certains comptent plusieurs dizaines de milliers de membres, comme « La France en colère » et « Fly Rider infos blocage », tandis que d'autres réunissent moins d'une dizaine de personnes résidant dans le même secteur. Certains groupes sont ouverts, d'autres fermés. Par-delà leurs différences, ces groupes ont deux points communs : ils permettent de partager des informations et d'organiser les actions. Sur un bâtiment parisien, j'ai récemment aperçu le graffiti suivant : « Mark Zuckerberg m'a radicalisé ». L'utilisation de Facebook à des fins militantes n'est pas inédit. Nuit debout en avait déjà fait usage, ainsi que les révolutionnaires arabes en 2011. D'ailleurs, avant l'apparition des réseaux sociaux, les contestataires communiquaient par appels téléphoniques. Durant mai 1968, les groupes d'étudiants qui montaient des barricades dans le quartier latin avaient l'oreille collée à leurs postes de radio, car les reporters de l'ORTF décrivaient minute par minute et rue par rue le déplacement des forces de police. Durant la révolution de 1848, les dernières nouvelles transitaient via des journaux, qui se créaient alors par dizaines et connaissaient une diffusion massive. En résumé, quel que soit le niveau de la technologie, chaque révolte a trouvé son canal d'échange. Ce n'est pas Facebook qui a permis les gilets jaunes ou les révolutions arabes. Ce sont les gilets jaunes qui se sont emparés de l'outil de communication le plus pratique qu'ils avaient sous la main.

- **Vous avez consacré un ouvrage aux « intellectuels ». Cette classe sociale ne semble plus faire rêver, qu'en pensez-vous ? Quelles conséquences les universitaires et les chercheurs doivent-ils en tirer quant à leur propre activité ?**

Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'on appelle un intellectuel. Au sens large, il s'agit de toutes les professions intellectuelles (enseignants, journalistes, avocats, chercheurs, artistes, intermittents du spectacle...), ce qui fait plusieurs centaines de milliers de personnes dans un pays comme la France. Au sens restreint, un intellectuel désigne en général un universitaire, un écrivain ou un philosophe qui s'engage dans le débat politique. Le concept d'intellectuel apparaît d'ailleurs lors de l'affaire Dreyfus pour désigner Emile Zola. Viendront ensuite Sartre, puis Foucault, puis Bourdieu puis... Justement, où sont aujourd'hui leurs héritiers ? D'aucuns considèrent que l'intellectuel engagé est une espèce en voie de disparition. Je partage globalement ce constat. Dans le livre en question (*Pour un suicide des*

*intellectuels*, éditions Textuel, 2016), j'ai essayé d'explorer les raisons de cette disparition (hyperspécialisation de la recherche, dépolitisation de la pensée, précarisation des professions intellectuelles, mécompréhension de la neutralité axiologique wébérienne) et les moyens d'y remédier car, mais c'est peut-être un tort, je suis nostalgique de l'époque où des philosophes comme Cornelius Castoriadis prétendaient prendre en charge « la totalité du pensable », et où la réflexion théorique était indissociable de l'action politique, sans lui être subordonnée.

Entretien mené par **Martine Perron**, chargée de la communication et de la valorisation au CERIC-UMR DICE

sommaire de la lettre

### [Lettre de dice n°3](#)

- [Lettre de dice n°3](#)
- [La Parole à ....](#)
- [Focus sur...](#)
- [L'actualité des équipes](#)
- [Le séminaire de l'UMR](#)
- [La journée de l'UMR](#)
- [Colloques et conférences à venir](#)
- [Les thèses soutenues](#)
- [Récentes parutions](#)



UMR DICE 7318 - Tous droits réservés - [Mentions légales](#)